

CONjoncture EUropéenne et Régionale



iéseg
SCHOOL OF MANAGEMENT
LILLE - PARIS

I&S Industries
& Services

Numéro 040

Achévé de rédiger le 20 juillet 2011

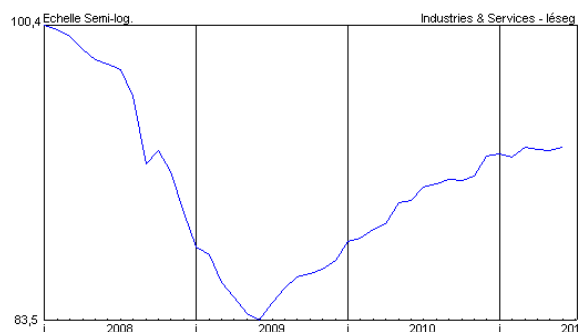
MONDE : Risques et menaces

En 2010-2011, la reprise de l'économie mondiale est devenue autonome : l'investissement et les échanges se sont substitués progressivement aux dispositifs de relance budgétaire et monétaire pour devenir les principaux moteurs de la croissance économique. La croissance mondiale devrait être de +4,0% en 2011, après +4,8% en 2010. A l'horizon 2015, ce taux de croissance annuel serait de +4,1% sur 2011-2015, dépassant son rythme de longue période estimé à +3,2% sur les vingt dernières années avec toujours une dichotomie forte entre les pays émergents et ceux du G7 : l'expansion serait presque constante, au voisinage de +2,6% par an aux États-Unis, de +1,8% en Europe, de +2,0% en France et de +6,3% pour les pays émergents. Le PIB mondial a dépassé son point haut d'avant la crise, mais la perte économique de la récession n'est pas encore rattrapée. La persistance de déséquilibres financiers mondiaux ainsi que des tensions inflationnistes engendrent des **risques** qui constituent autant d'obstacles à la croissance. A l'horizon 2015, plusieurs d'entre eux sont identifiables : celui d'une reprise trop marquée fin 2013 ou 2014 qui pourrait provoquer une nouvelle dérive inflationniste ; celui de la Chine qui devra tempérer ses investissements au profit de sa consommation intérieure et où rien n'indique que le mouvement soit véritablement amorcé ; celui des déséquilibres des finances publiques dans de nombreux pays et dont l'assainissement est de plus en plus nécessaire et, enfin, à court terme, celui des retombées d'une détérioration de la confiance des marchés dans les pays de la périphérie de la zone euro.

Aux **États-Unis**, le PIB a été révisé à la hausse au premier trimestre à +1,9% l'an, mais la croissance est plus lente que prévu. La Réserve fédérale table sur un taux de +2,7% à +2,9% en 2011. L'indice ISM manufacturier s'est redressé en juin à 55,3, au-dessus de la barre des 50 et de sa moyenne de long terme à 52. L'ensemble de l'activité industrielle stagne depuis décembre-janvier entre 92,5 et 93 (base 100 en 2007) et 90/91 pour le seul secteur manufacturier. L'indice de confiance des ménages

qui est tombé à 58,5 en juin après 61,7 en mai et touche son niveau le plus bas depuis novembre 2010 en raison des inquiétudes relatives à la reprise économique et à l'emploi. Le taux de chômage a atteint 9,2% en juin. Le volume de la consommation des ménages plafonne depuis février-mars, même si les résultats de juin semblent moins décourageants, et le marché de l'automobile demeure particulièrement déprimé. La perte de pouvoir d'achat liée à la flambée des prix de l'énergie fait sentir ses effets négatifs. Par ailleurs, les ventes de logements dans l'ancien, comme dans le neuf, ont baissé en mai, d'où les pressions baissières sur les prix qui se poursuivent. Il reste que l'investissement productif des entreprises en biens d'équipement reste orienté à la hausse et les marges élevées des sociétés soutiennent l'optimisme quant aux futures dépenses en capital.

États-Unis - Indice de la production industrielle 2007=100 CVS

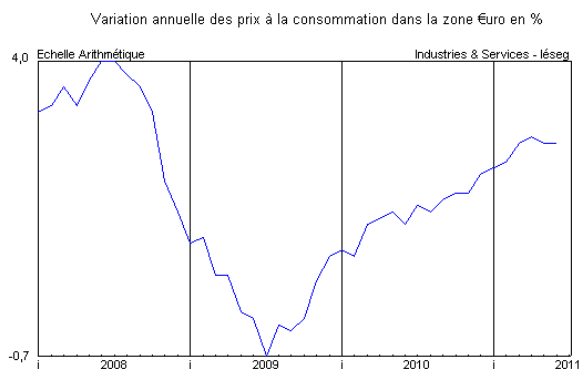


Source : Board of Governors of the Federal Reserve System

Au **Japon**, les sociétés constatent une reconstitution de la chaîne de production plus rapide que prévu. La production industrielle a rebondi de +5,7% en mai, un niveau qui reste encore inférieur de -9,3% à celui d'avant la catastrophe de mars dernier. La consommation des ménages reste, en revanche, déprimée malgré la poursuite du rebond du marché automobile en juin. La déflation salariale se prolonge. L'indice des prix à la consommation a augmenté en rythme annuel de +0,3% en mai, mais recule de -0,4% l'an sur les trois derniers mois connus.

EUROPE : Le poids des dettes souveraines

La progression du **PIB** de +0,8% au premier trimestre 2011 s'explique principalement par le vif redressement des investissements. Les dépenses des administrations publiques se sont accrues sensiblement à l'issue de plusieurs trimestres de quasi-stagnation. La déception vient de la consommation privée, qui n'a augmenté que de +0,3%. Cette modération est due à la fois à la faible progression des revenus en Europe du Sud et à l'impact dépressif de la flambée des cours des matières premières. La forte croissance des trois premiers mois de l'année ne se rééditera pas ces prochains trimestres. Les enquêtes suggèrent un ralentissement du taux de croissance à partir du printemps. Les indices PMI manufacturier et non manufacturier se sont tassés en juin, restant cependant encore au-dessus de la ligne des 50. Il ne saurait donc être question d'une rechute car les stocks sont bas et les carnets de commandes bien garnis. Cependant la BCE envisage une progression du PIB limitée à +0,3% pour chacun des trois derniers trimestres de l'année.



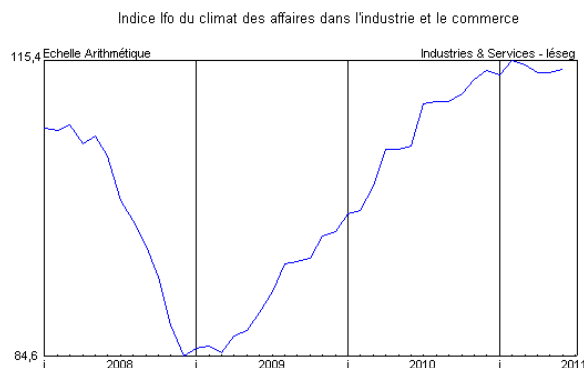
Source : Eurostat

La hausse des prix s'est élevée à +2,7% en juin en rythme annuel. Les anticipations d'**inflation** continuent de refluer, sans dissuader la BCE de relever son taux directeur (refi) à 1,5% le 7 juillet. Au regard de la détérioration récente des indicateurs d'activité et de la décélération de l'inflation, il est probable que la BCE hésitera à resserrer de nouveau sa **politique monétaire** au cours des prochains mois. Toutefois, le taux de croissance annuel de M3 et l'encours des crédits continuent de progresser respectivement de +2,4% et +2,7% à fin mai.

Sur les **marchés des changes**, les craintes d'un défaut de paiement de la Grèce ont stoppé l'envolée de l'€uro qui a culminé à 1,49 dollar fin avril et début mai. La situation de la **Grèce** et des pays périphériques de la zone €uro a dicté l'évolution de l'€uro qui s'est replié pour osciller entre 1,40 et 1,46, un niveau bien au-dessus de la parité de pouvoir d'achat (PPA) estimée désormais à 1,25 pour les prix du PIB. Les rendements des

emprunts d'État se sont retendus car les autorités européennes peinent à enrayer la crise de la dette souveraine. Les taux sur les emprunts d'État des pays périphériques s'étaient un peu détendus, tout en restant très élevés, mais la forte dégradation de la note du **Portugal** par Moody's et de celle de l'**Irlande** après l'analyse critique de S&P du projet français au plan grec ont fait rechuter les marchés qui craignent une contagion de la dette à l'**Espagne** et à l'**Italie**. Le pouvoir des agences de notation ont ainsi de nouveau alimenté les critiques (d'autant plus que la menace affecte désormais les États-Unis), alors que les autorités européennes mettent en place des mécanismes de soutien et des plans d'aide.

Après un premier trimestre très dynamique, l'**Allemagne** observe des signes d'irrégularités. La production manufacturière s'est en effet contractée de -0,5% en avril, marquant ainsi son premier repli depuis quatre mois mais s'est redressée de +1,2% en mai. Sur un an, elle affiche cependant une progression de +7,5% et a presque rattrapé son point haut de février 2008. Au-delà des aléas au mois le mois, la demande adressée à l'industrie allemande reste forte, ce qui devrait soutenir l'activité au deuxième trimestre. L'indice IFO du climat des affaires a progressé pour la première fois en quatre mois en juin à 114,5 tandis que sur le marché du travail l'amélioration se poursuit régulièrement. En mai, le taux de chômage recule encore de -0,1 point par rapport à avril selon Eurostat, à 6,0% de la population active. Malgré ces résultats, la discipline salariale se maintient. Le salaire horaire nominal a augmenté de +1,7% sur douze mois en avril et de +0,5% en réel. Le taux d'inflation s'établit désormais à +2,4% en juin comme en mai, après +2,7% en avril.



source : Institut für Wirtschaftsforschung

En **Espagne**, la production industrielle est à peine supérieure à son point bas du printemps 2009, restant donc à -21% en-deçà de son niveau d'avant la récession. De surcroît, le chômage demeure élevé à 20,9% de la population active, soit un doublement en l'espace de trois ans.

FRANCE : L'exportation, talon d'Achille de l'économie

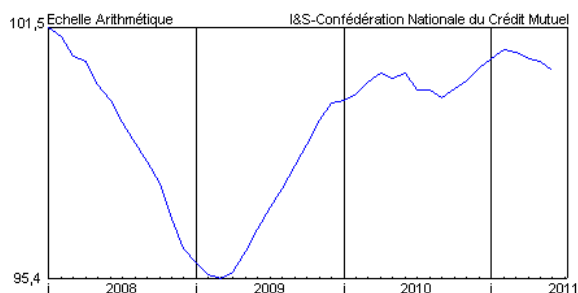
En juin, le **climat des affaires** est resté stable à 108, un niveau très supérieur à sa moyenne de longue période (100). Il s'améliore dans l'industrie. La production manufacturière a augmenté de +1,5% en mai et les chefs d'entreprise prévoient une hausse de leur activité. Les stocks sont faibles et les carnets de commandes se regarnissent. Dans le secteur des services l'indice s'inscrit à 107 pour le deuxième mois consécutif. Dans le commerce de détail, l'indice ressort à 104 alors que celui mesuré pour le bâtiment (102) se situe encore très loin de ses niveaux d'avant-crise (115).

Or, le **chômage**, après quatre mois consécutifs de baisse, a augmenté de +0,7% en mai, touchant près de 2,7 millions de personnes dans la catégorie de référence. Les créations d'emplois dans le secteur marchand, qui devraient être d'environ 175.000 en 2011, puis 115.000 en 2012, sont encore insuffisantes. L'intérim confirme son redressement (+17% depuis le début de l'année). Les ménages, dont l'indice de confiance est stable en juin, sont un peu moins nombreux à anticiper une augmentation du chômage.

de l'année alors que celui-ci n'était "que" de 21,3 milliards au cours de la même période en 2010.

Les indicateurs avancés suggèrent que les bonnes performances des **investissements des entreprises** (+1,9% au premier trimestre) devraient se poursuivre. Les mises en chantier non résidentielles sont en effet clairement orientées à la hausse depuis leur creux enregistré à l'été 2010, ressortant à 30 millions de mètres carrés en rythme annuel. De leur côté, les immatriculations de véhicules utilitaires de plus de cinq tonnes demeurent bien orientées, alors que celles de moins de cinq tonnes plafonnent depuis septembre dernier. La bonne tenue des dépenses d'équipement est encourageante, même si les résultats des sociétés non financières déçoivent. Leur **excédent brut d'exploitation**, qui remontait lentement depuis la fin 2009, marque le pas depuis la fin 2010, de sorte que le taux de marge est revenu à 29,9% de la valeur ajoutée en regard de près de 32% en 2007-2008. Selon l'Insee, il remonterait légèrement au début 2011 (30,3%) avant de revenir à 30% au second semestre.

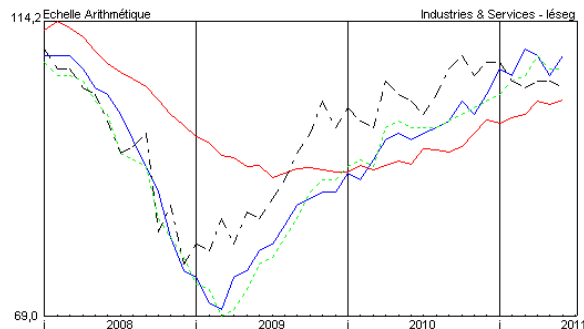
Indicateur avancé - écart au trend



Source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

Les **exportations** douanières ont totalisé 36,4 milliards d'euros en mai. En fait, si l'on compte à part les livraisons d'avions, elles plafonnent depuis la fin de l'année dernière, en lien avec une demande mondiale un peu moins soutenue mais aussi avec un défaut de compétitivité de plus en plus flagrant de la part des entreprises françaises. Dans le même temps, les **importations** continuent de se raffermir, atteignant 44,1 milliards d'euros en mai. Les achats de produits pétroliers s'envolent alors que ceux de biens intermédiaires et de produits agroalimentaires plafonnent à un haut niveau. L'accentuation du déficit avec la Chine est particulièrement marquée, puisque celui-ci est désormais supérieur à -2,5 milliards d'euros par mois, mais celui avec l'Allemagne, qui avait approché les -2 milliards fin 2007-début 2008, est revenu à un peu plus d'un milliard. Au total, le **déficit commercial** se creuse au fil des mois en représentant 33,2 milliards d'euros depuis le début

Indicateurs du climat des affaires



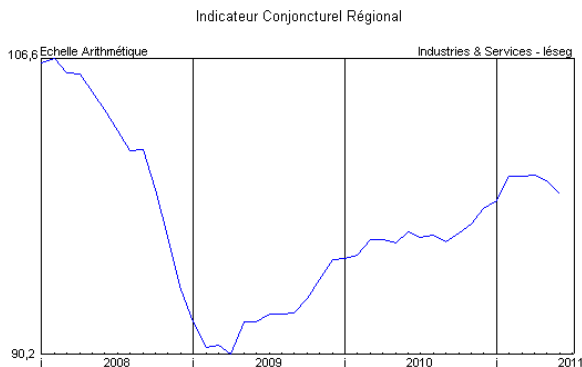
Source : Insee – en **bleu** : industrie – en **rouge** : bâtiment – en **vert** : services – en **noir** : commerce de détail.

La **consommation des ménages** connaît un passage à vide, notamment en raison de moindres achats d'automobiles après la disparition de la prime à la casse. En juin, les immatriculations de voitures particulières sont ressorties à 2,2 millions en rythme annuel (CVS) après une pointe de près de 2,5 millions en décembre dernier. Les **investissements résidentiels** ont fléchi lors des trois premiers mois de 2011 (-0,2%) et resteront pénalisés par l'accroissement des taux d'intérêt. Ces derniers ont en effet retrouvé leur niveau de l'automne 2009, atteignant 3,8% en moyenne au mois de mai. Néanmoins, la demande de prêts à l'habitat a marqué une nouvelle poussée en rythme annuel à fin mai (+9,1% après +8,5%) comme en rythme trimestriel annualisé (+9,5% après +8,9%). Les **prix à la consommation** ont augmenté de +0,1% en juin, limitant la hausse de l'inflation à +2,1% en glissement annuel.

NORD-PAS DE CALAIS : Fléchissement

ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 20 juillet, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseg du mois de juin s'est affaibli. Toutes ses composantes ont fléchi à des degrés divers. L'activité industrielle a baissé dans presque tous les compartiments et les perspectives sont moins favorables en raison d'un recul de la demande. La consommation reste affectée par la faiblesse des immatriculations d'automobiles neuves tandis que les échanges ont ralenti. Enfin, les évolutions relatives au sous-indicateurs de l'emploi ont été décevantes.



Source : Industries & Services - léseg

ACTIVITE

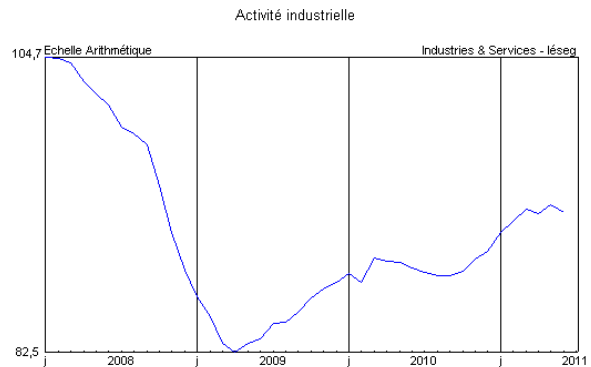
Les rubriques abordées se réfèrent désormais à la nouvelle nomenclature d'activités (NAF révision 2).

Industries agroalimentaires : Dans l'ensemble, la production régionale a été stabilisée. Elle a progressé dans le secteur de la viande. Une demande soutenue et des carnets satisfaisants permettent des prévisions optimistes. En revanche, elle a régressé dans l'industrie laitière où les plans de charge ont fléchi et les perspectives sont devenues défavorables. Enfin, le segment de la transformation et la conservation du poisson a réduit ses cadences mais les stocks de produits finis étant devenus insuffisants le retour à une évolution positive devient envisageable.

Biens d'équipement professionnel : Les évolutions ont été divergentes dans les deux principaux secteurs. L'activité s'est développée dans les équipements électriques qui observent un tassement de la demande, en particulier en provenance de l'étranger, sans que cela entame les carnets. La production a, en revanche, baissé dans la construction de machines mais les prévisions restent optimistes car la demande est toujours ferme et les plans de charge copieusement garnis.

Matériel de transport : Comme prévu, l'activité est repartie à la baisse dans l'industrie automobile. Les cadences ont été plus fortement réduites chez les

constructeurs que chez les équipementiers mais, dans les deux cas, la diminution de la demande n'affecte pas les carnets qui conservent un niveau très correct et les stocks qui restent adaptés, voire inférieurs à la normale. A court terme, une amélioration est attendue. L'industrie du matériel ferroviaire a également enregistré une légère baisse de ses fabrications mais la demande progresse encore et les plans de charge sont toujours très corrects. Les prochains mois devraient être en progression.

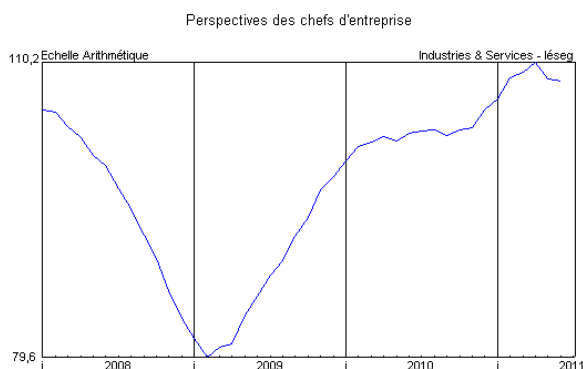


Source : Industries & Services - léseg

Autres produits industriels : La situation s'est dégradée dans la quasi-totalité des secteurs tant en ce qui concerne la demande que l'activité. Seul, le secteur du textile-habillement reste orienté à la hausse mais selon un rythme qui se ralentit. Les carnets de commandes restent cependant satisfaisants et les stocks de produits finis de l'ordre de la normale, sauf pour la plasturgie-caoutchouc et le verre-matériaux de construction. Globalement, la stabilité devrait prévaloir au cours des mois d'été.

Construction : Selon l'enquête du Secrétariat Régional de la Banque de France, l'activité du secteur du bâtiment du Nord-Pas de Calais a plutôt végété au deuxième trimestre de 2011. L'amélioration du trimestre précédent avait été en grande partie "technique", liée aux reports de chantiers de fin 2010 alors que les conditions météorologiques avaient été défavorables. Les signes d'amélioration concernent principalement le secteur du logement tandis que celui de la construction non résidentielle se révèle beaucoup plus hétérogène. Le secteur du gros œuvre revient cependant vers la normale et les perspectives sont à la consolidation des acquis, tandis que celui du second œuvre, en retard sur l'évolution générale, s'est légèrement amélioré, évolution qui devrait se poursuivre au troisième trimestre. La situation dans les travaux publics est nettement plus satisfaisante, avec une progression de la production "plus consistante", qui s'accompagne d'un renforcement des effectifs, en dépit d'un carnet de commandes encore déficitaire. Le troisième trimestre devrait comporter un léger ralentissement de l'activité mais au-delà, la tendance reste très incertaine quoique

soutenue par la demande des collectivités locales et par un redémarrage des chantiers privés.

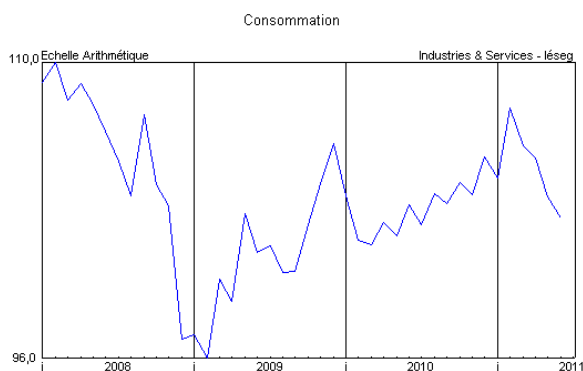


Source : Industries & Services - léség

Services aux entreprises : L'activité s'est quelque peu dégradée en juin dans les activités de gestion (juridique, comptable, conseil...) mais surtout dans la branche "architecture, ingénierie, contrôle et analyse technique" et celle de l'informatique et de la communication où la demande faiblit. La morosité persiste dans les deux premiers groupes d'activité tandis que les prévisions restent favorables dans le troisième. La stabilité a encore prévalu dans le secteur de l'intérim. La demande semble toutefois se ranimer mais il est difficile de préciser s'il s'agit d'une tendance de conjoncture ou de la saisonnalité habituelle.

CONSOMMATION

La **consommation régionale** des ménages en produits industriels reste plombée par les immatriculations d'automobiles neuves, notamment en données brutes. Les ventes, corrigées des jours ouvrables, accusent également un recul appréciable, à un mois comme à un an d'intervalle.



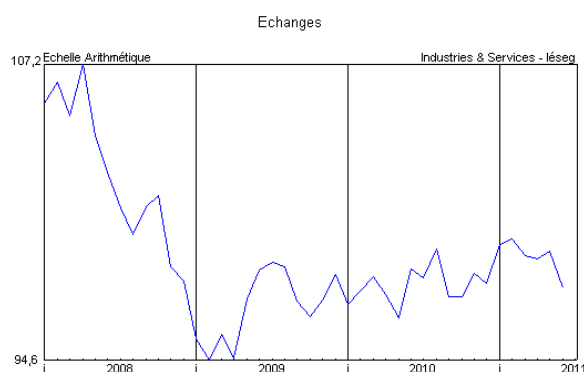
Source : Industries & Services - léség

Dans le commerce de détail, les transactions en volume se sont nettement redressées au regard de celles de mai 2010 comme de celles de juin 2011. Elles ont été beaucoup plus soutenues dans les rayons de l'équipement du foyer, meubles, électroménager et quincaillerie-bricolage, mais à l'exception de l'électronique grand public où elles sont restées stables. De légères améliorations sont également intervenues dans les rayons des textiles-

habillement, des cuirs-chaussures, de la librairie-papeterie et de l'horlogerie-bijouterie. Le volume du chiffre d'affaires de la Vente à Distance – dont le marché est national – s'est redressé, avec une variation de +7,7% à un an d'intervalle et de +13,4% sur le mois précédent pour l'ensemble des articles. Pour le seul compartiment textile-habillement, les évolutions ont été plus modérées, avec, respectivement, +1,3% et +9,3%.

ÉCHANGES

En juin, le volume total des expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** gagne encore +17% à un an d'intervalle. La croissance des sorties de vracs liquides (+77%), composés essentiellement d'hydrocarbures, fait jeu égal avec celles des vracs solides (+78%), soutenus par les charbons à destination des centrales thermiques britanniques et les céréales. Pour sa part, l'ensemble des exportations de "marchandises diverses", seule composante du trafic qui participe désormais à l'élaboration de l'Indicateur Conjoncturel Régional, a reculé de -8%. Ce résultat est dû pour partie au trafic routier avec l'Angleterre (-6%) mais, surtout, au fret conventionnel (-17%) alors que le trafic de conteneurs pleins augmentait de +25%



Source : Industries & Services - léség

Connues partiellement jusqu'à juin, les livraisons de gazole, utilisées comme indicateur de l'évolution du **trafic routier** de marchandises ont encore progressé à un an d'intervalle. L'enquête de conjoncture du Secrétariat Régional de la Banque de France portant sur ce même mois auprès des entreprises de transports et d'entrepôt mentionne une demande un peu plus tonique et qui se renforce régulièrement et précise qu'une progression plus perceptible devrait être enregistrée au cours des prochains mois. Alors que les immatriculations de **véhicules utilitaires légers** neufs ont amorcé une décrue, celles des **véhicules industriels** ont poursuivi une croissance soutenue

En mai, le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin a accentué la baisse du mois de mai, avec un recul global de -5,1% par rapport à juin 2010 (soit -5,6% hors transit, déroutements et "divers"). Cette évolution tient exclusivement aux vols avec l'Union Européenne

(incluant les vols intérieurs), qui représentent 52% du total des mouvements et qui ont fléchi de -11,4%, sous l'effet de plusieurs facteurs, dont un mouvement de grève en fin de mois. Les vols réguliers internationaux (hors "espace Schengen") ont repris leur croissance (+3,9%) notamment avec l'Afrique du Nord. Pour leur part, les vols "vacances" (charters) ont augmenté de +2,1% à un an d'intervalle, soutenus par des destinations telles que l'Espagne, la Turquie, la Crète ou la Croatie qui compensent la chute du marché tunisien.

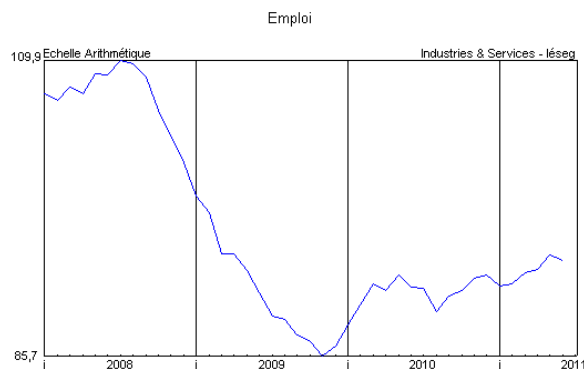
EMPLOI

En mai, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** dans la région a fortement augmenté : +0,7% par rapport à avril pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi), en hausse de +0,1% à un an d'intervalle. Les variations correspondantes ont été, en France métropolitaine, respectivement, de +0,7% et de +0,23. Pour l'ensemble des catégories A, B et C, l'évolution mensuelle régionale s'est établie à +1,4%, contre 1,0% en France (hors DOM), et de +4,3%, contre +3,8%, par rapport à mai 2010. Sur un an, le chômage régional des hommes a augmenté de +2,3% (+2,1% dans le pays) et celui des femmes de +6,5% (contre +5,6%). Pour les jeunes de moins de 25 ans, la variation est ressortie à -3,4% (contre -5,5% en France métropolitaine). Elle a été de +10,8% (contre +10,5%) en ce qui concerne les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus.

En juin 2011, le nombre d'heures d'**activité partielle** autorisées dans les établissements a reculé de -62,9% dans la région, contre -75,2% en Métropole (données provisoires). En mai, le recul

des entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris les fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP) a atteint -2,4% sur un an après -23,2% en avril (contre -20,8% après -7,7% en France).

Le flux total des **entrées** à Pôle Emploi a augmenté de +4,3% contre +9,1% en France métropolitaine. Celui des **demandes d'emploi sorties** des listes a reculé de -5,3% contre +2,4% dans le pays.



Source : Industries & Services - léség

Le flux des **offres d'emploi** nouvelles collectées dans la région par Pôle Emploi s'est quelque peu redressé : +6,3%, contre +22,2% pour la référence nationale (en données brutes). Par catégorie d'offres, les évolutions sont restées toujours très fortement dispersées : -0,9% contre -4,4% pour les offres durables (plus de 6 mois), +12,5% contre +10,4% pour les offres temporaires (de 1 à 6 mois) et +11,7% contre +4,3% pour les emplois occasionnels (en données corrigées des variations saisonnières).

MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **Conjoncture Européenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-léség, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, l'Union Française des Industries Pétrolières, l'Aéroport de Lesquin et le Grand Port Maritime de Dunkerque.

La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-léség. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Isère).

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Isère School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – www.ieseg.fr - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : f.millequant@ieseg.fr ou francois.millequant@wanadoo.fr

Dr Hassan El Asraoui : h.elasraoui@ieseg.fr

Les numéros les plus récents peuvent être consultés et téléchargés sur les sites :

<http://www.ieseg.fr/rerelations-entreprises/indicateurs-de-conjoncture/> et <http://coeur.ieseg.fr>